

7. Economie sociale & coopératives : quelles perspectives pour les travailleurs ?

Lundi 23 avril 2018 de 14.00 à 18.00

CAMEO Namur - rue de Carmes 49 - 5000 Namur

Et si l'évolution du monde du travail était envisagée autrement ? Comment transformer son travail au sein de l'économie néolibérale ? Comment se réapproprier l'économie par le travail ?

La solution réside-t-elle dans l'économie sociale où les notions d'intérêt général, d'utilité sociale, de démocratie participative et du contrôle du capital par les travailleurs sont la priorité ? Et si, pour sauver une entreprise de fermeture, l'alternative était une coopérative de travailleurs associés ?

Programme :

14.30	Accueil & introduction générale
15.00	Débuts des travaux avec les interventions et témoignages de : Jean-Pierre FACY , représentant de la SCOP Reprrotechnique (France) Billy GOMEZ , cofondateur de la coopérative Difrenotech Dimitri COUTIEZ , CEPAG, coordinateur agence-conseil en économie sociale Propage-s Clara TEPER , réalisatrice du documentaire « Demain l'usine » (sous réserve)
16.15	Pause
16.30	Suite des travaux & débat
18.00	Fin des travaux

À 19h30 - Projection « Demain l'usine »

Après 4 ans de lutte contre leur ancien employeur, la multinationale Unilever, les « Fralib » se sont réappropriés leur usine et gèrent collectivement leur coopérative ouvrière, la Scop-ti. Tourné quelques mois après la relance de la production, ce film est une plongée au cœur de la coopérative. Comment chacun vit-il les jours d'après d'une si longue lutte et d'une si belle victoire ? Que peut signifier transformer son travail au sein d'une économie néo-libérale ?

Suivie d'un débat avec la réalisatrice, Clara TEPER et François MOENS, Coordinateur de l'agence-conseil en économie sociale Propage-s

Pour les participant-e-s des États généraux du Travail : 1 place gratuite pour la projection en soirée

Inscription INDISPENSABLE : cepag@cepag.be ou 081/26 51 56

Pourquoi des Etats généraux du Travail ?

La notion même de « travail » est actuellement questionnée, malmenée. Les travailleurs sont précarisés, considérés comme une variable d'ajustement au service des intérêts du néolibéralisme. Au nom de la flexibilité et du tout-au-profit, ils sont appelés à accepter n'importe quelles conditions s'ils veulent rester « compétitifs »... Au détriment de leur santé ou de leur vie privée.

Le salariat est détricoté : place aux contrats zéro heure, à l'intérim, aux *flexi-* et *bullshit jobs*, aux faux indépendants et autres auto-entrepreneurs... La révolution numérique est brandie comme une menace appelant les travailleurs à tout accepter pour sauver leur emploi. Quant aux chômeurs, ils sont appauvris, contrôlés et sanctionnés de toutes parts.

Face à ces évolutions, il est urgent de faire le point et de nous interroger sur les conséquences de l'évolution du travail à court, moyen et long terme sur les salariés, de définir les contours des conditions de travail aujourd'hui. Il s'agit également de dresser des perspectives au regard de l'évolution du monde du travail, des lois qui l'encadrent mais aussi de l'avenir des organisations syndicales.

Tout au long de notre réflexion, nous irons à l'encontre de l'idée, de plus en plus diffuse, que nous allons vers la dissolution, la mort du travail face à la technologie et la mondialisation. Nous remettrons en évidence l'importance du travail et tenterons de lui redonner ses lettres de noblesse !

Voilà toute l'ambition de ces Etats généraux du Travail que le CEPAG propose.

Pour ce faire, notre mouvement ne sera pas seul. Des partenaires - FGTB wallonne, GRESEA, ULB (département des sciences sociales et du travail), FAR, RWLP, RTA, ETUI - ont été invités à participer à ce processus de réflexion.

Octobre 2018 : Clôture des Etats généraux du Travail